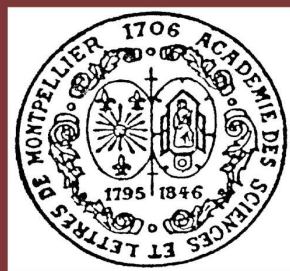


# Gambetta, un Méridional centralisateur

par  
**Pierre BARRAL**



**ACADEMIE DES  
SCIENCES ET LETTRES DE MONTPELLIER**

**2007**

**Site WEB: <http://www.biu-montpellier.fr/academie>**

**Séance du 16/04/2007, Bulletin n°38, pp. 113-120 (édition 2008)**

Si chaque ville de France possède son boulevard Gambetta, ce nom sonore ne fait plus surgir aujourd'hui dans l'esprit de nos contemporains qu'une silhouette bien floue. Il surnage au mieux une anecdote : son départ en ballon, insolite et sportif, en octobre 1870 de Paris assiégé. L'homme a pourtant joué dans notre histoire un rôle en vue : comme animateur de la résistance à l'invasion pendant la guerre franco-allemande, puis comme orateur et comme stratège dans l'instauration de la Troisième République. S'il est bridé par la jalousie de ses rivaux, il est le leader le plus aimé de sa génération, qui réalise son programme politique en une quinzaine d'années. Sa parole comporte des incorrections et des facilités, mais le souffle de son éloquence enflamme les auditoires. Sans suivre en détail son riche parcours, attachons-nous à cerner les traits de caractère et de sensibilité qui rattachent cet acteur de la scène nationale à son « Midi » natal.

## **Le Méridional.**

Quand Léon Gambetta, né à Cahors en 1838, apparaît dans le Paris du Second Empire, sa personnalité flamboyante est perçue comme typiquement méridionale ; par son accent, par son exubérance, par son tempérament cyclothymique. Alphonse Daudet, jeune Provençal passionné de poésie, est son commensal au café Voltaire, place de l'Odéon.. Il évoquera plus tard « *une bande de méridionaux du vilain Midi, trop noirs, trop luisants et grossiers et*

*criards* ». « *C'était Gambetta qui menait le chœur* » : « *Il parlait... Il parlait... Et les gestes* » Et quand son ami Jules Ferry le retrouve à Constantinople, il admire son bagout comme son entregent et, réagissant en homme de l'Est, il parle de « *notre prodigieux Méridional* ». Un autre compagnon, l'Angevin Allain-Targé, écrit de même : « *en ma qualité d'homme de l'Ouest, cette abondance et cette fougue méridionales qui lui valaient tant de succès dans les cafés du boulevard et du Quartier Latin, me mettaient en défiance et me refroidissaient* », mais en contre partie, « *il m'avait paru doué pour la politique d'une vocation exceptionnelle* ».

C'est d'abord un étudiant en droit, plein de fantaisie dans un système universitaire qui ne comporte alors aucune scolarité astreignante. Pour son père, il se justifie : « *Je n'ai pas, il est vrai, travaillé avec la régularité de la pendule, mais, dans ces accès, ces fureurs de travail que j'ai eues [...], j'ai remué plus d'idées, plus appris, plus consulté et retenu que beaucoup d'autres* » (9 octobre 1860). Il lit beaucoup, quoique dans le désordre. Et à ses examens, il se dit toujours à l'avance assuré d'un brillant succès. Admis au barreau, il bénéficie du patronage d'un ancien respecté, Me Adolphe Crémieux, lui-même originaire de Nîmes.

Il accède à la notoriété par un coup d'éclat : sa plaidoirie pour l'un des journalistes qui ont exalté le député Baudin, tombé sur une barricade en décembre 1851. Dans la brochette des défenseurs, le jeune Cadurcien se distingue par son verbe sonore comme par sa dénonciation impétueuse du coup d'Etat. Aux élections de 1869, il mène campagne avec succès dans le quartier parisien de Belleville et aussi à Marseille, où il agit en rassembleur (« *Le peuple est enthousiaste et m'est tout acquis ; la Bourgeoisie se rapproche* »). Devenu député, il s'oppose farouchement à Emile Ollivier : ce libéral rallié à l'Empire compte le faire évoluer dans un sens parlementaire.

Survient la guerre franco-allemande. Après le désastre militaire de Sedan, il fait acclamer le 4 septembre 1870 la déchéance de Napoléon III, dans le Corps Législatif envahi par les émeutiers. Membre du gouvernement provisoire, dit de la Défense nationale, il gagne bientôt Tours et il y dirige avec énergie la Délégation, qui mobilise les hommes et leur fournit les armes contre l'invasion. A ce moment, le journal anglais *The Spectator* le dépeint comme « *un homme du Midi, doué d'une sensibilité communicative, d'une éloquence lyrique, d'un tempérament fougueux* ». Lorsque le gouvernement de Paris capitule à la fin de janvier 1871, son premier sursaut est de préparer la reprise rapide du combat. Mais il est sujet à des sautes

d'humeur. Voyant qu'il n'est pas suivi, il se retire, découragé et déprimé. Son excellent biographe britannique John Bury écrira : « *On put se demander si ce météore méridional n'était pas à jamais éteint* ».

Le journaliste du *Spectator* nuance toutefois son portrait : « *Cette exubérance se combine avec des qualités très sérieuses, attestées par autre chose que des mots* ». Il vise son autorité de « *dictateur* », au sens de la République romaine, qui pendant quatre mois, dirige en province la résistance à des armées allemandes mieux préparées, mieux équipées, mieux commandées. Son ardeur et sa ténacité ne suffisent pas à arracher la victoire, mais les héritiers de 1940 ne feront pas mieux. Dès ce moment, Gambetta lutte pour consolider en droit la République apparue en fait. Et après 1871, il s'engage résolument contre les forces conservatrices, qui s'appuient sur une forte tradition, ainsi que contre le bonapartisme, qui lui semble une contrefaçon de la démocratie. Il multiplie les discours, surtout au sud de la Loire, à Bordeaux, à Grenoble, à Romans. Il « *appartient, jugera son disciple Gabriel Hanotaux, par sa famille maternelle, par son éducation, par les premières impressions reçues, à cette région toulousaine qui a pris plus d'une fois sur la France du Nord sa revanche de la croisade albigeoise en lui imposant les maîtres du droit et de la politique* ». Même son grand adversaire de droite, le duc de Broglie, lui reconnaîtra finalement « *ce sens politique qui l'a si souvent distingué, toutes les fois que des deux qualités du tempérament méridional dont il était doué, la finesse et la fougue, ce n'était pas la seconde qui l'emportait sur la première* ».

## **Le patriote**

Léon Gambetta n'est-il pas marqué par ses origines italiennes ? Son grand-père Baptiste était venu de Ligurie ouvrir à Cahors en 1818 une boutique d'épicerie. Un de ses fils, Joseph, a développé avec succès la petite entreprise, à l'enseigne du *Bazar génois*. Il a affermi son implantation locale en épousant une jeune femme du pays, fille de pharmacien, Marie-Magdeleine Massabie. De ce mariage sont nés notre héros et sa sœur cadette Benedetta. Paul Deschanel commentera : « *Génois, Gascon et Cadurcien, voilà tout Gambetta* ».

Léon était donc fils d'étranger. Son père, Piémontais établi en France, n'avait jamais jugé utile de demander sa naturalisation. Lui-même, né sur le sol français, pouvait, selon l'article 9 du Code Napoléon, « *dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la*

*qualité de Français, pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile* » (notons que, dans la mentalité de l'époque, il n'est tenu aucun compte de la nationalité française de la mère). Sans aucune hésitation, il effectua cette formalité à Cahors le 29 octobre 1859. Par là il se trouvait soumis à l'obligation militaire, tempérée alors par le tirage au sort et, pour les familles aisées, par le remplacement. Mais le conseil de révision le déclara inapte, à cause de la perte accidentelle de son œil droit. Le 21 mai 1860, avec plus ou moins de sincérité, il écrivit aux siens : « *Malheureusement, mon exemption était assurée. A choisir, j'eusse accepté d'être sept ans sous les drapeaux pour avoir l'usage de mes deux pauvres yeux* »

Il jugeait certes que le dévouement des conscrits français ne valait pas « *celui de ces volontaires italiens qui, aujourd'hui, sous la bannière de Garibaldi, vont, la baïonnette en avant, au secours de l'Italie du Sud contre l'oppression et l'absolutisme* » Et il assurait son père que, « *malgré ma nouvelle qualité de Français électeur et bientôt éligible, je considère la lutte de ces braves gens comme une affaire de famille, une idée de race, une véritable société d'eux à moi* ». Ce fils de Génois continuait de s'intéresser au pays de ses ancêtres. Quand il avait obtenu le baccalauréat ès lettres, son père, débordant de fierté, avait célébré le succès en l'emmenant découvrir sa Ligurie d'origine. Le frais bachelier s'était inséré allègrement dans le réseau familial : « *embrassades d'un côté, poignées de mains de l'autre, coups de chapeaux ici, sourires là-bas* ». Il avait goûté « *un pays où toit est magnifique, ébahissant, excepté les routes* », contemplé les paysages méditerranéens, admiré Gênes et Turin, villes d'art. En même temps, il n'avait pas manqué d'évoquer les victoires du général Bonaparte sur les lieux de sa première campagne. Etudiant, il apprécia un livre de Vico, « *le plus brillant génie de l'Italie* » : « *quoiqu'en italien, j'ai tout compris comme du français* ».

Il suivait avec sympathie le bouillonnement politique au delà des Alpes. En mars 1859, il notait : « *Ces bons Parisiens sont tout flamme pour la guerre, qu'ils croient devoir aboutir à l'indépendance italienne. Dieu veuille qu'ils ne soient pas induits en erreur !* ». Quand mourut Cavour, il rédigea une adresse, « *La jeunesse de France à la jeunesse d'Italie* », qu'il fit « *approuver par les hommes les plus compétents de Paris* ». Elle exprimait « *nos regrets les plus amers, nos espérances les plus caressées, nos vœux les plus ardents* » : « *Que la mémoire du grand mort vous soit, dans tous les actes de la vie politique, un enseignement et un aiguillon !* ». Cependant Léon posait ici un geste de solidarité, nullement d'appartenance : « *Voilà ce que nous autres, petits-fils de 89, nous avons voulu dire à nos*

*frères d'Italie, issus hier de cette immortelle Révolution qui, seule, doit transfigurer le monde »*

En 1882, c'est à Gênes encore qu'après la chute humiliante de son « *Grand Ministère* », il ira chercher un répit reconstituant. « *J'y respire plus librement qu'ailleurs, écrira-t-il, et loin de me trouver dépaysé, c'est toute son histoire qui me revient comme une tradition de famille. Je me laisse aller à cette rêverie du passé et je m'oublie dans l'admirable aventure de Colomb, les audacieuses courses marines des Doria, les grands coups d'épée des Spinola, les fantaisies dorées des Doges ; j'éprouve, quoique bien Français, un regret de race à retrouver tous ces grands témoins de la fortune de la superbe République de Gênes, une république où la force et la dignité marchaient de pair avec la liberté populaire* ».

Cette sympathie reste seconde, et subordonnée au patriotisme français de Gambetta. Son élan impétueux pour la Défense nationale s'est fondé sur le souvenir de « *nos pères* », qui en 1792 « *se juraient à eux-mêmes, en face de l'étranger qui souillait le sol sacré de la Patrie, de vivre libres ou de mourir en combattant* » (2). L'amertume de la défaite a consolidé davantage un attachement viscéral. D'où son refus, vigoureux et concis, d'assister au Congrès de la Paix qui se tient à Lausanne en septembre 1871. « *Je n'ai jamais été partisan bien vif des idées et des principes du cosmopolitisme. Ils ont quelque chose de trop vague, de trop idéal, malgré certains côtés brillants et spéciaux. Je crois que leur effet le plus certain est d'effacer ou de trop amoindrir l'amour de la patrie et le devoir de la responsabilité civique* ».

Le choc des désastres inspire l'année suivante cette élégie de Thonon :

« *Il n'y a pas que cette France, que cette France glorieuse, que cette France révolutionnaire, que cette France émancipatrice et initiatrice du genre humain, [...] nourrice des idées générales du monde ; il y a une autre France, que je n'aime pas moins, une autre France qui m'est encore plus chère, c'est la France misérable, c'est la France vaincue et humiliée, c'est la France qui est accablée, c'est la France [...] que, dans sa défaite, on calomnie, que l'on outrage ; oh ! cette France là, je l'aime comme on aime une mère ; c'est à celle là qu'il faut faire le sacrifice de sa vie, de son amour-propre et de ses jouissances égoïstes ; c'est de celle-là qu'il faut dire : là où est la France, là est la patrie ! (Bravos et acclamations enthousiastes) »*

Ce Méridional porte au cœur la perte de l'Alsace-Lorraine, que son vote hostile aux préliminaires de paix n'a pu empêcher. Rencontrant à Thonon des Alsaciens-Lorrains ayant opté pour la France, il laisse libre cours à sa douleur intime, avec une fièvre qui bouleverse l'auditoire :

« Car, à coup sûr, s'il y avait dans toute la France une population qui n'eût pas dû être choisie comme victime expiatoire de nos défaillances et de nos lâchetés, c'était celle de l'Alsace et de la Lorraine (Marques d'émotion). S'il y avait un pays qui eût, dans l'histoire de France, sa véritable histoire ; un pays qui eût joué un rôle véritablement national, un pays qui eût inscrit, dans tous les services de la France, sa noblesse et ses titres, c'était, à coup sûr, l'Alsace et la Lorraine. Ah ! elles n'avaient jamais marchandé leur sang, ces deux provinces chéries ; jamais elles n'avaient compté avec les difficultés qui accablaient la patrie ; jamais elles ne s'étaient demandé, ces deux sœurs jumelles que nous pleurons - en attendant de pouvoir... (Interruption. - Oui ! Oui ! Emotion profonde) ... elles ne s'étaient jamais demandé où était le chemin de l'invasion ; jamais elles n'avaient calculé si c'était du côté de la Provence ou du Nord qu'on entrait en France ; non ! elles étaient placées sur la route des envahisseurs, et c'étaient elles que l'ennemi foulait les premières ; il passait sur leur corps ; et c'étaient leurs enfants dont les poitrines étaient trouées les premières ! (Marques de la plus vive émotion).

Ah ! nobles provinces ! ...toujours dévouées à la France, toujours regardant son drapeau... - Oh ! nous souffrons, disaient-elles... mais c'est pour la patrie, nous souffrons, mais nous portons en nous le cœur même de la nation (Emotion unanime. Interruption).

Messieurs, je ne peux continuer... c'est impossible... Voilà !...ce sont ces pays-là... (Emotion profonde et générale) ».

Il entretient des rapports étroits avec le noyau fervent des optants aux convictions républicaines, qui entretiennent le souvenir des provinces perdues : à l'Association générale d'Alsace-Lorraine comme à la loge maçonnique *Alsace-Lorraine*. Pour son journal, *La République française*, une part importante du capital est souscrite outre Vosges et il suit de près la vie politique régionale. La famille Kestner, de Thann, est le maillon central de ce réseau, avec le fidèle Scheurer-Kestner et son beau-frère Camille Risler. Quand celui-ci meurt, Gambetta fait dire à sa fille, qui a épousé Jules Ferry, son admiration pour « *ce Père si profondément Français* ».

Il se refuse pourtant aux aventures, car il mesure avec réalisme la disproportion des forces entre la République française et l'Empire allemand. A Saint-Quentin en novembre 1871, il adopte un ton réservé : « *Ne parlons jamais de l'étranger, mais que l'on comprenne que nous y pensons toujours* ». A Chambéry, quelques jours avant Thonon, l'orateur revient plus explicitement sur cette question « *à résoudre, plus grave et plus sacrée : ce sera de ne pas oublier que la France, dans des jours de faiblesse et de malheur, s'est vu enlever une portion de son bien, qu'il lui faudra reprendre. Mais il faut se préparer à cette tâche difficile avec lenteur, avec maturité, avec décision, sans forfanterie, c'est la prudence. Pensons sans cesse à ce que nous avons à faire, mais n'en parlons jamais* ». En 1880, devenu président de la Chambre, il revient à Cherbourg sur le thème: « *Si nos cœurs battent, c'est [...] non pour la recherche d'un idéal sanglant ; c'est pour que nous puissions compter sur l'avenir et savoir s'il y a dans les choses d'ici bas une justice immanente, qui vient à son jour et à son heure* ».

A Nice, où son père s'est retiré, les données sont inversées. Dans ce territoire, rattaché en 1860, un courant révisionniste est apparu après la défaite. Le député Piccon, lors d'un banquet, exprime le souhait du retour du Comté à la Maison de Savoie, suscitant un tollé qui le pousse à la démission. Gambetta estime que « *nos amis français ont imprudemment agi en ne sachant pas attirer à eux une partie de la population italienne annexée qu'on pouvait de plus en plus rattacher à la France en lui empruntant des représentants démocrates et libéraux. Il y a là une faute qu'il faudra réparer si possible* » ; il veut aussi « *croire que la main de M. de Bismarck s'est entremise dans nos affaires ; le secret de ses pratiques n'est pas une de ses moindres forces* ». Le scrutin pour remplacer Piccon, et un de ses colistiers qui s'est suicidé, se solde heureusement par un succès républicain.

Comme tous les Français patriotes, de gauche comme de droite, il juge urgent de rénover les forces de défense. Il proclame, dès juin 1871 : « *On peut établir, preuves en mains, que c'est l'infériorité de notre éducation nationale qui nous a conduits aux revers. Nous avons été battus par des adversaires qui avaient mis de leur côté la prévoyance, la discipline et la science : ce qui prouve, en dernière analyse, que, même dans les conflits de la force matérielle, c'est l'intelligence qui reste maître* » Il ne prône plus « *la suppression des armées permanentes* » qu'on lui avait glissée en 1869 dans son programme électoral et il entonne désormais un tout autre discours:

« *Sous la République, il y aura véritablement une armée nationale, une armée qui comprendra tout le monde, une armée qui sera la nation elle-même devant l'étranger ; une armée où les droits de l'intelligence et de la hiérarchie seront parfaitement respectés, et surtout où la science des armes, ce triomphe de l'intelligence appliquée aux luttes de la force, sera développée, portée à sa dernière puissance avec tout ce que comporte d'audace, d'intelligence, d'héroïsme et de grandeur le génie même des Français. (Bravos ! Bravo ! Applaudissements). »*

Les républicains s'accordent avec les conservateurs pour voter les lois sur le recrutement (1872), sur l'organisation de l'armée (1873), sur les cadres (1875). Et, quand la Constitution entre en vigueur, Gambetta fixe parmi les tâches des nouvelles Assemblées celle de « *compléter le système militaire de la France sans lequel elle ne tarderait pas à disparaître* ». Attentif à la qualité de l'appareil défensif, il s'oppose à une réduction du temps de service « *qui eût, écrit-il, immédiatement fait sortir de l'armée tous les soldats expérimentés, tous les sous-officiers et caporaux, et ne nous eût laissé qu'un troupeau de recrues sans valeur et sans esprit militaire, une boue liquide, dans laquelle la France eût pu disparaître, si elle était attaquée d'ici trois ans* » « *J'ai beaucoup souffert de me séparer de mes meilleurs amis, assure-t-il, mais je ne sacrifierai jamais le salut de la patrie à un parti, quelque attaché que je sois à sa fortune et à ses hommes* ». De cette armée de citoyens, il attend une obéissance rigoureuse. Il condamne « *tout ce qui pourrait être indiscipline ou discussion du commandement à tous les degrés* ».

En même temps, il dissuade les chefs d'intervenir dans les luttes intérieures. Au banquet annuel de Versailles en l'honneur de Hoche, il se félicite que cette fête « *associe comme dans un faisceau l'esprit civil et l'esprit militaire* », « *qu'elle nous ramène à cette admirable figure de Hoche qui n'était pas seule, et autour de laquelle on pourrait placer celles de Kléber, de Desaix, de Marceau et de tant d'autres ; c'est qu'elle nous rapporte à cette heure glorieuse où [...] les chefs les plus illustres, les plus brillants capitaines, ceux dont le génie de la guerre illuminait le visage, étaient aussi les plus doux, les plus fraternels, les plus respectueux de la loi* ». D'autre part, il exalte l'idéal d'une armée sans engagements partisans, toute au service de la nation. Il se dit « *convaincu [...] des sentiments d'honneur, de patriotisme et d'obéissance absolue aux intérêts supérieurs de la loi et du pays qui animent tous les rangs de l'armée française sans distinction* » : « *dans un pays aussi agité que le nôtre, en dépit de quelques collisions savamment préparées par les coupe-jarrets de*



*Brumaire et de Décembre, nous avons cette suprême consolation que jamais l'armée n'a été et ne sera l'instrument de pronunciamientos politiques ».*

## **Le centralisateur**

Si la Patrie est bien la valeur suprême, le tribun l'incarne dans la Marianne républicaine. Certes, il proclame à Périgueux : *« Il y a quelque chose de supérieur à la liberté de pensée, c'est la France, c'est l'indépendance de la France »*. Mais il ajoute immédiatement : *« La France résume tout pour moi : liberté de la raison, progrès et justice, république, tout cela, c'est la France »*. La France authentique ne peut être à ses yeux que républicaine, par une conjonction indissoluble et par une glorieuse identification. Et c'est dans cette pleine acception qu'il conclut : *« Il n'y a rien, il ne peut rien y avoir au dessus de la France »*.

Avec une pointe d'arrogance, il exalte à Annecy la place prestigieuse qui attend cette République française dans le cercle encore restreint des démocraties républicaines :

*« Sans doute, il y a eu des peuples, il y en a encore - et ils nous entourent - qui ont la liberté, la plénitude de la liberté politique. Vous avez à vos portes un Etat qui est une république, un Etat qui est libre, qui est sage et qui peut nous donner l'exemple de la pratique des mœurs républicaines et de toutes les libertés, l'exemple de la sagesse, de l'économie et de la probité. C'est la Suisse. Mais [...] la République française, ce serait [...] cette création suprême de l'intelligence et de la volonté humaine [...] pouvant avoir la rude franchise de la Suisse ; la probité, le sérieux et la ténacité des Hollandais ; l'esprit d'initiative, le courage individuel, l'audace [...] des Etats-Unis de l'Amérique, mais qui aurait quelque chose en plus, quelque chose d'essentiellement propre à notre nation, qui aurait la grâce et comme la fleur de la civilisation et du goût ; qui serait - ce qu'on n'a jamais pu nous enlever - la véritable initiatrice du genre humain ; qui serait la recherche dans les arts, le fini dans les métiers, la supériorité dans les sciences, la sublimité dans les conceptions philosophiques, la probité dans les affaires, la clarté dans les intelligences, la lumière et la justice partout et qui enfin apparaîtrait dans le monde comme la plus haute expression de l'esprit humain. Voilà, Messieurs, ce que serait la République française ! (Salve d'applaudissements. - Bravo ! Bravo ! Vive la République ! ».*

Dans le passé toutefois, les grands ancêtres s'étaient opposés sur la structure à donner à l'Etat national. Au début de la Convention, les Girondins avaient défendu la conception d'un pouvoir décentralisé. Dénoncés comme « *fédéralistes* », ils ont été proscrits et écrasés par les Jacobins de la Montagne, partisans d'une « *République une et indivisible* ». Puis la rude poigne du Premier Consul avait renforcé la centralisation administrative. Après 1848, les républicains retrouvent le problème, car un courant d'inspiration libérale développe le thème d'une décentralisation nécessaire, notamment en 1865 dans le Programme dit de Nancy.

Gambetta, pour sa part, a choisi de faire ses études universitaires à Paris, et non à Toulouse, proche de Cahors. Il est élu six fois de suite par l'arrondissement parisien de Belleville, alors qu'il échoue en 1871 dans son Lot natal. Il aime à répéter : « *Il est impossible de gouverner contre Paris, il est impossible de gouverner sans Paris* ». Patrick Bury relève qu'à la Délégation de Tours il a bien gouverné sans Paris. Mais sa stratégie a consisté à engager les ressources de la province pour débloquer la capitale et il a déployé son énergie à neutraliser les pulsions autonomistes à Lyon, à Marseille, à Toulouse. Le drame de la Commune, qu'il observe de loin, lui semble « *une horrible et folle tentative* ». Parenthèse sanglante qu'il veut effacer, quand, un an après, il salue Paris comme « *la tête de la France* » et « *le cerveau du monde* »

Cet attachement au centre inspire l'option résolue pour le centralisme. Si Gambetta s'est intéressé fugitivement au programme de Nancy, il écrit dès 1869 : « *Il ne faut pas, par excès de réaction contre le despotisme administratif des monarchies déchues et des deux régimes bonapartistes, aller jusqu'à la suppression de l'idée d'Etat, de gouvernement social, Initiateur et Protecteur* ». Plus tard, sa campagne de discours en province a visé à mobiliser la base républicaine pour conquérir le pouvoir au sommet. Il se comporte en Jacobin convaincu et les textes s'enchaînent en faveur de la centralisation.

A Annecy en 1872, il exalte « *cette physionomie particulière et spéciale qui se détache en pleine lumière, qui plane au-dessus de tous et qui est la cause de tous ; qui exprime les sentiments et les idées de tous et qui, cependant, n'usurpe sur personne* ». A la différence de la Suisse, « *un ensemble de cantons associés* », « *ce n'est pas la Touraine unie à la Provence, ni la Picardie jointe au Languedoc, ni la Bourgogne rattachée à la Bretagne, comme sont liés entre eux les Etats-Unis d'Amérique. Non ! cet ensemble, cette unité, c'est la*

*République française, c'est-à-dire la chose la plus concentrée et la plus variée, la plus multiple et la plus féconde tout ensemble ! »*

Il y revient à Romans six ans plus tard.

*« J'admire beaucoup l'organisation de notre Etat français. Je ne suis pas pour les abus de la centralisation, mais je gémis souvent de voir attaquer l'Etat qui est la France, qui est le suffrage universel lui-même, et de voir fausser les ressorts les plus précieux et les plus utiles de ce mécanisme gouvernemental qui, en somme, ne doit fonctionner que pour le plus grand bien et pour les progrès de la nation. Oui, je suis un défenseur de l'Etat, et ici je n'emploierai pas le mot centralisation, car le mot a été employé souvent abusivement, je suis un défenseur de la centralité nationale, et je ne comprendrais pas qu'on introduisit chez nous ces formes et ces doctrines presque anarchiques, qui supposent des moeurs, des traditions et des origines différentes des nôtres. Je suis pour l'unité, pour la centralité française, parce que je suis convaincu que ce qui a contribué le plus, depuis la Convention, à la constitution de la nation française que nous connaissons, doit aussi servir à la maintenir et à la faire progresser dans son intégrité morale, sociale et politique (Longs applaudissements) ».*

En privé, il déclare au jeune diplomate allemand Bernhard von Bulow : *« La force de la France réside dans sa centralisation »*. Citant les grands hommes du passé national, Richelieu, Louis XIV, la Convention, Napoléon, il enregistre : *« Tous, ils ont centralisé »*. Et en public, il répète à Belleville, en 1881 : *« Je pense que la centralisation politique, c'est-à-dire le lien qui rattache toutes les parcelles du territoire français au centre du pays, c'est-à-dire à l'Etat qui est à tout le monde, je pense que ces liens doivent être maintenus au dessus de toute atteinte, de tout relâchement, car je n'oublie pas que si la France a été dans tous les temps une puissance unitaire, elle a besoin de le redevenir . [...] Chacun des corps électifs doit avoir sa sphère d'action parfaitement libre [...] mais, dans tout ce qui a rapport à la sécurité de l'Etat, à l'impôt, à l'armée, à l'exécution uniforme des lois, oh ! là-dessus, il m'est impossible de conférer à une commune, ni petite ni grande, rien qui puisse ressembler à une mutilation de la patrie »*.

Quand il constitue son gouvernement, il loue publiquement *« cet appareil si compliqué, servi par un personnel si nombreux – la centralisation française »*. Car, affirme-t-il, *quand vous la ferez fonctionner, non pas comme un instrument d'oppression, mais comme un instrument de progrès, d'impulsion et d'unité de direction, vous pourrez être sûrs que vous*

*serez dans le véritable courant de notre histoire et que vous aurez en mains le plus merveilleux outil de progrès, de développement national que vous puissiez trouver ».*

Sur le plan culturel, Gambetta n'est pas plus accessible à la contestation parallèle du centralisme jacobin par les régionalismes, qui se développe surtout dans les régions périphériques. A Chambéry, en 1872, il s'oppose vigoureusement à « *cette légende, dit-il, qui veut couper la France en morceaux, qui met, de divers côtés, des Bretons, des Picards, des Normands et des Savoyards. Non ! non ! en France, je ne connais que des Français* ». Le gamin qui parlait « *le patois* » occitan en traînant dans les rues de Cahors est devenu dans sa maturité un tribun à la culture classique, qui appuie sur quelques citations latines des périodes prononcées dans la langue nationale. Provincial établi dans la capitale, il prend le contre-pied des thèses que défendront le Provençal Frédéric Mistral ou le Lorrain Maurice Barrès. Méridional par toutes ses fibres, il est, paradoxalement, un rigoureux centralisateur. A condition bien sûr de contrôler l'orientation du pouvoir central.